

**Solidaires** finances



**Retrait de la Loi Travail**  
**19 Mai**  
**MANIFESTONS !**

**Recours au 49.3** pour museler tout débat à l'Assemblée Nationale sur le projet de loi Travail qui ne figurait même pas dans le programme du candidat Hollande et qui donc n'a été à aucun moment soumis à la consultation des citoyens,

**contournement** du désaccord des syndicats représentant la majorité des fonctionnaires pour imposer unilatéralement PPCR,

**passage en force de la retenue à la source** malgré nos arguments techniques démontrant son inefficacité, **des comités techniques où la parole des organisations syndicales est ignorée**, et où les directions des MEF poursuivent sans sourciller leur déconstruction de nos missions de service public accordant parfois des réponses durablement dilatoires,

**des groupes de travail ministériels ou directionnels de simple information** au delà même de ceux qui n'en ont que le titre et réduits à un exercice purement formel organisé pour ne pas même amuser la galerie,

**« engagement » des manifestations**, intimidation, provocation et répression policières voire interdiction de manifester, y compris en direction de journalistes, sous prétexte d'état d'urgence,

**le déni de démocratie sociale n'a jamais été aussi criant depuis des années.**

Le Premier Ministre Manuel Valls et son gouvernement nous confirmeraient-ils qu'ils sont plus là pour pratiquer la gouvernance de « l'Entreprise France » et les intérêts de la minorité qu'elle sert que pour gouverner un pays démocratique, à l'opposé du sens des missions de service public dont nous sommes porteurs en tant que fonctionnaires et agents des Finances ?

Face à ce coup de force, la seule riposte qui vaille appartient aux salarié-e-s et à toutes les victimes des politiques de régression sociale qui se conjuguent et se cumulent sur leur dos : partage des richesses de plus en plus inégalitaire, casse des droits et garanties des salarié-e-s dans le public et le privé, licenciements dans le privé et suppressions d'emplois continues dans le public aggravant les conditions de vie jusqu'à parfois l'insupportable, casse des protections sociales et démantèlement des services publics. Aux MEFs et dans chacune de nos directions, il est inutile de revenir ici sur la déclinaison de ces politiques. **Elle est connue et elle est vécue au quotidien par les agents des Finances.**

Face à l'arrogance d'un gouvernement qui se moque de l'avis de trois quarts de la population, l'accélération du mouvement est clairement à l'ordre du jour. Routiers, cheminots, salarié-e-s de la chimie, de la construction, de l'énergie, des aéroports de Paris... mettent à l'ordre du jour la reconduction de la grève et multiplient les actions au cours d'une semaine qu'ils sentent décisive.

**Des actions se multiplient aux MEFs** dans les directions et dans les départements pour contester les suppressions d'emplois, la dégradation des conditions de travail et d'exercice des missions, la remise en cause de ces missions quand ce n'est pas le transfert d'activités vers le secteur privé. Les agents des Finances doivent faire entendre leur mécontentement et leurs revendications dans une contestation qui va désormais bien au-delà de la seule loi Travail et peut d'autant plus faire écho dans l'opinion publique à leur légitime combat.

**LOI TRAVAIL, PPCR ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS SANS FIN DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET DANS LES DIRECTIONS DES MEFs, DESTRUCTION DES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC DE NOS DIRECTIONS, REMISE EN CAUSE DE L'ACTION SOCIALE MINISTERIELLE,... FAISONS CONVERGER NOS LUTTES !**

**Faisons du 19 mai, partout en France, à l'appel de Solidaires, de la CGT, de FO, de la FSU une journée de mobilisation et de manifestations sans précédent.**